

## INDUSTRIE, EMPLOI PRENONS LE POUVOIR SUR LES MARCHES FINANCIERS

Le cap des 3 millions de chômeurs, constitue une alerte extrêmement grave. Et encore, ce chiffre ne prend en compte que les personnes n'ayant pas du tout travaillé en France métropolitaine. Au total, ce sont donc près de 5 millions de salariés privés d'emploi que compte notre pays aujourd'hui, DOM compris.

**Ce désastre peut tourner à la catastrophe si**



**l'on ne rompt pas enfin et définitivement avec la politique mise en œuvre par Sarkozy.**

Avec la flexicurité et la recherche d'un « compromis historique » sur la baisse du coût du travail, avec le recul du droit du travail, comme le demande le MEDEF, au lieu de sécuriser l'emploi et la formation et de faire reculer les coûts du capital (intérêts, dividendes...), on ne ferait qu'aggraver les difficultés de l'emploi, l'insuffisance des qualifications et la faiblesse de la croissance. Le Traité européen (TSCG), en condamnant à perpétuité les peuples à l'austérité, redoublerait en ce sens.

Plus de 90 000 emplois directs ou indirects sont menacés dans les industries de notre pays par une attaque des marchés financiers et des actionnaires contre nos industries. Des dossiers

de restructurations ou de délocalisations, préparés depuis des mois sortent de leur boîte depuis la défaite de Sarkozy.

**Toutes nos industries subissent un massacre social, au prétexte de la compétitivité, du coût du travail ou du ralentissement économique.**

Le gouvernement de François Hollande ne prend pas la mesure de cette attaque en règle.

**Nous le savons tous, les causes réelles de cette casse industrielle sont en premier lieu les exigences de rentabilité financière qui entraînent bas salaires, précarité, baisse de l'investissement dans la recherche et le développement.**

**Les Français, le 6 mai dernier, n'ont pas voté pour cela.**

De toute urgence, le gouvernement doit décréter un moratoire sur tous les plans sociaux pour la recherche de solutions alternatives s'appuyant sur les contre-propositions des salariés. Il doit rapprocher la production industrielle des lieux de consommation et donc investir dans de nouvelles filières correspondantes aux besoins sociaux et écologiques. Le gouvernement doit pousser, comme le candidat Hollande l'avait promis, à l'adoption d'une loi sur l'interdiction des licenciements boursiers et accorder aux salariés des pouvoirs nouveaux pour réorienter les choix de gestion.

Il s'agit de mobiliser autrement l'argent des entreprises, des banques, des fonds publics et réorienter la BCE pour une utilisation de la monnaie et du crédit favorisant la création, la sécurisation, la promotion de l'emploi, de la formation et des revenus du travail et de remplacement.

**RETROUVEZ-NOUS TOUS LES DIMANCHES  
MATINS SUR LE MARCHE DE PLOEMEUR**

## L'EMPLOI PUBLIC, UN ATOUT

Au plan local, les communistes, leurs amis, leurs élus sont aux côtés de ceux qui refusent de voir disparaître leurs emplois. Emplois industriels, emplois tertiaires mais également emplois publics

A l'heure où les collectivités territoriales constituent une cible de l'austérité, la tentation pourrait être grande d'aller chercher des économies sur les services rendus et les personnels qui les mettent en œuvre.

Nous défendons ces emplois publics. Ils sont source de services aux populations.

les propos valorisant de François Hollande à l'endroit des collectivités locales, de leur rôle dans le pays pour répondre tant aux besoins des populations que de l'économie et de l'emploi devraient déboucher sur une plus grande audace et sur une réforme ambitieuse donnant plus de souffle à la démocratie territoriale, au développement des services publics pour faciliter le vivre ensemble et la cohésion sociale.

Malheureusement, rien n'est moins sûr. L'austérité appliquée aux collectivités pourrait conduire à des « coupes drastiques dans les services et les personnels »

Nos militants, nos élus seront particulièrement vigilants aux choix mis en œuvre. Une telle politique trouverait sur son chemin des communistes résolus à défendre les intérêts des populations et des personnels.



## Ratification du traité d'austérité Une faute politique

Le Traité instaurant l'austérité en Europe que le candidat François Hollande s'était pourtant engagé à renégocier est en voie de ratification au Parlement. Ses conséquences se font déjà sentir dans la réduction des dépenses publiques, les contraintes sur les salaires et l'emploi... C'est tout le contraire dont l'économie et les peuples auraient besoin. L'idée s'impose de plus en plus massivement : pour sortir de la crise, il faut sortir de l'austérité.

Édité par les communistes et leurs amis de Ploemeur et Larmor-Plage  
Local des 4A - Centre commercial - Rue de Kervam  
PLOEMEUR 56270

Pour nous joindre: [pcfplomeur@gmail.com](mailto:pcfplomeur@gmail.com)